

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

Préface	7
Sommaire	13
Liste des abréviations	15
Introduction	19

PREMIÈRE PARTIE LA CONDITION PRÉALABLE, UNE SITUATION JURIDIQUE DISTINCTE DE L'INFRACTION

TITRE 1 : Les conséquences substantielles de l'originalité de la condition préalable	43
Chapitre 1 - L'indifférence de la condition préalable dans la détermination de la norme pénale applicable	45
Section 1 : L'indifférence de la condition préalable dans la localisation temporelle de l'infraction	46
§1. La compétence de la loi en vigueur au jour de l'infraction	46
A. La cristallisation de la situation juridique pénale au jour de l'infraction	46
B. La compétence de principe de la loi en vigueur au moment de l'exécution	49
§2. L'indifférence de la loi en vigueur au jour de la condition préalable	52
Section 2 : L'indifférence de la condition préalable dans la localisation spatiale de l'infraction	54
§1. L'assimilation discutable de la condition préalable aux éléments constitutifs de l'infraction	56
A. Présentation de la jurisprudence sur la localisation de l'infraction sur le territoire	58
1. Les solutions ne localisant pas l'infraction au lieu de la condition préalable	58
2. Les solutions localisant l'infraction au lieu de la condition préalable	59
B. Une localisation discutable de l'infraction au lieu de la condition préalable	61
1. Le caractère discutable de la localisation de l'infraction au lieu de la condition préalable	62
a) La violation des principes garantissant la liberté individuelle	62
α) Une violation du principe de légalité	62
β) Une violation de la règle <i>non bis in idem</i>	63

b)	Les inconvénients pratiques résultants de la localisation de l'infraction au lieu de la condition préalable	66
2.	La difficile justification doctrinale de la localisation de l'infraction au lieu de la condition préalable	67
a)	Une jurisprudence difficilement justifiable dans son ensemble	67
b)	Une jurisprudence difficilement justifiable partiellement	67
α)	La difficile mise en œuvre de la distinction fondée sur la formation et les effets de la condition préalable	68
β)	La difficile mise en œuvre de la distinction des conditions préalables à l'application de l'incrimination et des conditions préalables à la réalisation de l'infraction	69
§2.	La prise en compte discutable de la condition préalable au titre de la connexité internationale	71
A.	L'exclusion de principe de la connexité internationale	71
B.	Une jurisprudence discutable fondée sur la connexité internationale	73
Chapitre 2 -	L'effcience de la condition préalable dans la détermination de la norme extra-pénale applicable	77
Section 1 :	Une norme de qualification originale d'un point de vue théorique	78
§1.	Les alternatives doctrinales relatives à la norme de qualification de la condition préalable	79
A.	La position tranchée de la doctrine classique sur l'autonomie du droit pénal	80
1.	Le constat classique de l'autonomie	80
a)	Les solutions autonomistes contredisant les règles extra-pénales	80
b)	Les solutions autonomistes méconnaissant des règles extra-pénales	81
2.	Les termes du débat doctrinal classique	83
a)	Une autonomie jurisprudentielle pour le courant sanctionnateur	83
b)	Une autonomie légale pour le courant normatif	84
B.	La position nuancée de la doctrine moderne sur l'autonomie du droit pénal	85
1.	Le constat contemporain de l'autonomie	85
a)	Des solutions autonomistes nécessaires	86
b)	Une solution injustifiable	87
2.	Les termes du débat doctrinal contemporain	89
a)	Les distinctions du courant normatif	89
b)	Les distinctions du courant sanctionnateur	90
§2.	Une détermination originale de la norme de qualification	92
A.	Une remise en cause des conceptions doctrinales de l'autonomie	92
1.	Une remise en cause de l'appréhension du phénomène autonomiste	93
a)	La nature mixte de l'autonomie	93

α)	La notion de domicile : un cas d'autonomie légale.....	93
β)	La faillite « virtuelle » : un cas d'autonomie jurisprudentielle.....	94
b)	Les différentes causes de l'autonomie.....	96
2.	Une remise en cause de l'appréciation des caractères du droit pénal.....	97
a)	La critique du courant normatif.....	98
α)	Le constat : les particularités du droit pénal.....	98
β)	Une déduction discutable : le caractère déterminateur du droit pénal.....	99
b)	La critique du courant sanctionnateur.....	100
α)	Le constat : le caractère sanctionnateur du droit pénal.....	100
β)	Une déduction discutable : le caractère auxiliaire du droit pénal.....	101
B.	La norme de qualification de la condition préalable.....	103
1.	La condition préalable au sein de la norme pénale.....	103
a)	La détermination de la norme pénale.....	103
α)	La définition négative de la norme pénale.....	104
i)	La distinction de la norme et de son support.....	104
ii)	La distinction de la norme pénale et de la norme pénalement sanctionnée.....	105
β)	La définition positive de la norme pénale.....	106
b)	La condition préalable et la norme pénale.....	109
2.	Le régime juridique de la condition préalable.....	111
Section 2 :	Une norme de qualification originale d'un point de vue pratique.....	113
§1.	Les conditions préalables relevant en principe de la loi française.....	116
A.	Les conditions préalables de fond de droit interne.....	117
1.	L'application unilatérale de la loi française.....	117
a)	Les conditions préalables de droit public.....	117
α)	Le principe de la protection des intérêts publics français.....	118
β)	La protection exceptionnelle des intérêts publics extra-nationaux.....	119
i)	La protection des intérêts supranationaux.....	120
ii)	La protection des intérêts publics étrangers.....	121
b)	Les conditions préalables de droit pénal.....	121
2.	La désignation de la loi française par une règle de conflit....	122
a)	Les conditions préalables relevant en principe de la loi française.....	122
α)	Les contrats-condition préalable de droit interne.....	123
i)	En matière de droit pénal de la consommation.....	123
ii)	En matière de droit pénal du travail.....	125
β)	Les droits de propriété intellectuelle-condition préalable de droit interne.....	125

b)	L'application exceptionnelle d'une loi étrangère à ces conditions préalables.....	127
α)	Les conditions préalables relevant d'une loi étrangère en application d'une loi de police interne	128
β)	Les conditions préalables relevant d'une loi étrangère en application d'une loi de police communautaire.....	130
B.	Les conditions préalables de forme de droit interne.....	131
1.	Le jugement pénal dans les incriminations correctionnalisant une récidive contraventionnelle.....	133
a)	L'exclusion de principe des condamnations pénales étrangères.....	133
b)	L'exception communautaire	135
2.	Les jugements en matière civile et commerciale.....	137
a)	L'admission des jugements étrangers exequaturés.....	137
α)	Le jugement civil-condition préalable.....	137
β)	Le jugement commercial-condition préalable.....	138
i)	La possibilité de prendre en compte un jugement de faillite étranger.....	139
ii)	Les conditions et les effets de la prise en compte d'un jugement de faillite étranger.....	142
b)	Les exceptions communautaires à l'exigence d'un jugement étranger exequaturé.....	145
α)	Les incidences de ces exceptions en droit pénal de la famille.....	145
β)	Les incidences des exceptions sur le délit d'insolvabilité frauduleuse	146
§2.	Les conditions préalables susceptibles de relever d'une loi étrangère.....	149
A.	La désignation de la loi étrangère par une règle de conflit.....	150
1.	L'application de principe de la loi désignée par la règle de conflit.....	150
a)	La désignation de la loi applicable aux conditions préalables des infractions du Code pénal.....	151
α)	La loi applicable aux conditions préalables des infractions portant atteinte aux biens	151
β)	La loi applicable aux conditions préalables des infractions relevant du droit pénal de la famille.....	152
b)	La désignation de la loi applicable aux conditions préalables des infractions hors Code pénal.....	154
α)	La loi applicable au contrat préalable en droit pénal de la consommation.....	154
β)	La loi applicable aux conditions préalables de la contrefaçon.....	155
2.	Les exceptions à l'application de la loi désignée par la règle de conflit.....	156
a)	L'exception d'ordre public	156
b)	La fraude à la loi	158
B.	L'application exceptionnelle d'une loi étrangère unilatérale ...	159

Conclusion du Titre 1 de la première Partie	162
TITRE 2 : Les conséquences procédurales de l'originalité de la condition préalable	163
Chapitre 1 - Des conséquences atténuées pour la compétence	
juridictionnelle	167
Section 1 : Une atténuation facilitée par l'unité de l'ordre judiciaire	170
§1. La compétence de principe du juge pénal	171
A. Le domaine de la compétence du juge pénal	171
1. Les questions préalables relevant du droit civil	172
2. Les questions préalables relevant du droit social	173
B. Les caractères de la compétence du juge pénal	173
§2. La compétence exceptionnelle du juge naturel	174
A. La compétence systématique du juge naturel	175
1. Les questions préjudicielles à l'action	175
2. Les conditions préalables de forme	176
B. La compétence conditionnée du juge naturel	179
1. La nature des questions préjudicielles au jugement	180
a) Les questions d'état des personnes	180
b) Les droits réels immobiliers	184
2. Les conditions d'admission des questions préjudicielles au jugement	184
Section 2 : Une atténuation entravée par la dualité des ordres administratif et judiciaire	185
§1. Le contrôle de légalité des conditions préalables de droit public	186
A. L'exclusion du contrôle de légalité des actes administratifs-condition préalable avant 1994	186
1. La mise en évidence de l'exclusion du contrôle de légalité des actes administratifs-condition préalable	186
2. Le fondement de l'exclusion du contrôle de légalité des actes administratifs-condition préalable	189
a) L'impossibilité du contrôle au regard du fondement de la compétence du juge pénal	189
b) L'impossibilité du contrôle au regard du principe de la séparation des autorités administrative et judiciaire	192
B. L'admission du contrôle de légalité des actes administratifs-condition préalable après 1994	194
§2. La qualification des conditions préalables de droit public	198
A. Le fondement de la compétence du juge pénal : le juge de l'action est le juge de l'exception	199
1. L'absence de contrariété avec le principe de la séparation des autorités administrative et judiciaire	199
2. L'absence de compétence générale exclusive des juridictions administratives	200
B. Les applications jurisprudentielles reconnaissant la compétence du juge pénal	201
1. La compétence de principe du juge pénal	202
a) La reconnaissance progressive de la compétence du juge pénal	202

b) La consécration de la compétence du juge pénal pour qualifier les conditions préalables de droit public	204
2. Les exceptions à la compétence du juge pénal	206
Chapitre 2 - Des conséquences optimisées pour les modalités probatoire	211
Section 1 : L'inapplication du système de la liberté de la preuve du droit pénal à la condition préalable	212
§1. Le système de la liberté de la preuve applicable à l'infraction	212
A. La libre admissibilité de la preuve	213
B. L'intime conviction ou la libre appréciation des preuves	215
1. La définition de l'intime conviction	216
2. L'intime conviction au service de la manifestation de la vérité	219
§2. La détermination du système probatoire applicable à la condition préalable	221
A. La condition préalable, objet de la preuve : critère d'application d'un système probatoire spécial	221
B. Le nécessaire respect du système probatoire de la branche d'origine	224
Section 2 : L'application du système probatoire de la discipline d'origine à la condition préalable	226
§1. Les conditions préalables relevant du système de la liberté de la preuve	226
A. La liberté de la preuve des conditions préalables de fait et de droit pénal	226
1. La libre admissibilité des preuves	227
2. Libre appréciation des preuves	229
B. La liberté de la preuve des conditions préalables de droit extra-pénal	230
1. Les conditions préalables de droit privé	230
a) La preuve des conditions préalables de droit commercial	230
b) La preuve des conditions préalables de droit du travail	232
2. Les conditions préalables de droit administratif	234
§2. Les conditions préalables relevant du système des preuves légales	236
A. La preuve légale d'un acte juridique civil-condition préalable	237
1. Le principe : le système des preuves légales	237
2. Les exceptions au système des preuves légales	240
B. La preuve légale d'un fait juridique-condition préalable	241
1. La preuve de la filiation-condition préalable	241
2. La preuve du droit de propriété mobilière-condition préalable	242
Conclusion du Titre 2 de la première partie	243
Conclusion de la première partie	245

SECONDE PARTIE	
LA CONDITION PRÉALABLE,	
UNE SITUATION JURIDIQUE COMPOSANTE DE LA NORME PÉNALE	
TITRE 1 : Les conséquences positives de l'appartenance de la condition	
 préalable à la norme pénale	251
 Chapitre 1 - Les conséquences substantielles de l'appartenance de la	
 condition préalable à la norme pénale	253
Section 1 : Les règles pénales applicables à la condition préalable	253
§1. L'application des règles de la qualification pénale à la condition	
préalable	254
A. La qualification légale de la condition préalable	255
1. La légalité formelle de la condition préalable	255
2. La légalité matérielle de la condition préalable	256
B. La qualification judiciaire de la condition préalable	258
1. La qualification de la condition préalable d'une infraction	
consommée	258
a) L'obligation de qualification de la condition préalable	258
b) L'obligation d'interprétation stricte de la condition	
préalable	260
2. La qualification de la condition préalable d'une infraction	
tentée	263
a) La répression de la tentative malgré l'absence de	
condition préalable	263
α) Les divergences doctrinales sur la répression de la	
tentative d'infraction impossible	263
β) L'évolution jurisprudentielle sur la répression de la	
tentative d'infraction impossible	266
b) L'impossible tentative d'infraction en l'absence de	
condition préalable	267
α) L'absence de condition préalable dans la définition	
de la tentative d'infraction impossible	268
i) L'indifférence de la condition préalable dans la	
consommation de l'infraction	268
ii) L'absence de condition préalable, critère de	
l'infraction impossible	270
β) Une tentative impossible en l'absence de condition	
préalable	272
i) L'inadmissible répression en l'absence de	
condition préalable	273
ii) Le défaut de commencement d'exécution en	
l'absence de condition préalable	274
§2. L'application des règles du droit pénal transitoire à la condition	
préalable	277
A. La modification de la condition préalable au sein de	
l'incrimination	279
1. Une application conforme aux principes	280
a) La non-rétroactivité d'une définition extensive de la	
condition préalable	281

b)	La rétroactivité <i>in mitius</i> d'une définition restrictive de la condition préalable.....	281
2.	Une exception contestable au principe de la non-rétroactivité de la loi.....	283
B.	La modification de la condition préalable au sein de la base légale.....	285
1.	La définition de la base légale	286
2.	L'application du droit pénal transitoire à la base légale.....	287
a)	La disparition rétroactive de la base légale.....	287
b)	La modification de la condition préalable composante de la base légale.....	289
	Section 2 : Les règles pénales conditionnées par la condition préalable....	290
§1.	L'intention caractérisée par la connaissance de la condition préalable	292
A.	La connaissance de la condition préalable et la définition de l'intention	292
1.	La définition négative de l'intention	292
a)	Une nécessaire distinction entre intention et imputabilité	292
α)	Distinction entre la connaissance de la condition préalable et le discernement	293
β)	La distinction entre la faculté volitive et l'exercice de la volonté	293
b)	L'exclusion de la connaissance de l'incrimination comme composante de l'intention.....	294
2.	La définition positive de l'intention	296
a)	La connaissance de la condition préalable dans la définition théorique de l'intention	297
α)	La connaissance de la condition préalable dans la définition générale de l'intention	297
β)	La connaissance de la condition préalable dans la définition du dol général	300
b)	La consécration jurisprudentielle de la connaissance de la condition préalable comme composante de l'intention	302
α)	La consécration jurisprudentielle de la connaissance de la condition préalable comme composante de l'intention pour les infractions du Code pénal	302
β)	La consécration jurisprudentielle de la connaissance de la condition préalable comme composante de l'intention pour les infractions hors Code pénal	304
B.	La connaissance de la condition préalable, objet de la preuve de l'intention.....	306
1.	L'intime conviction appliquée à la connaissance de la condition préalable	306
a)	La preuve de l'intention déduite de la matérialité des faits.....	306
b)	La preuve de l'intention déduite de l'invraisemblance des allégations	308
2.	Les présomptions appliquées à la connaissance de la condition préalable	308

§2. L'erreur caractérisée par la méprise sur la condition préalable	311
A. L'efficacité louable de l'erreur de fait sur la condition préalable	312
1. La condition préalable, objet de l'erreur de fait	312
2. La preuve de l'erreur de fait sur la condition préalable.....	313
a) L'intime conviction appliquée à l'erreur de fait sur la condition préalable.....	314
b) Les présomptions limitant l'erreur de fait sur la condition préalable.....	315
B. L'inefficacité discutable de l'erreur de droit sur la condition préalable	315
1. La quasi-indifférence du droit positif à l'égard de l'objet de l'erreur de droit.....	316
2. La spécificité de l'erreur de droit sur la condition préalable.....	318
a) La nécessaire inefficacité de l'erreur de droit ne portant pas sur la condition préalable.....	318
α) L'erreur de droit sur l'incrimination ou la base légale	318
β) L'erreur de droit sur la norme pénalement sanctionnée	322
b) La nécessaire efficacité de l'erreur de droit portant sur la condition préalable.....	325
α) Le rejet jurisprudentiel de l'efficacité de l'erreur de droit portant sur la condition préalable	325
β) La nécessaire reconnaissance de l'efficacité de l'erreur de droit portant sur la condition préalable.....	329
i) Une efficacité justifiée de l'erreur de droit sur la condition préalable	329
ii) Une efficacité contrôlée par la preuve de l'erreur de droit sur la condition préalable	331
Chapitre 2 - Les conséquences procédurales de l'appartenance de la condition préalable à la norme pénale.....	333
Section 1 : Des conséquences positives insuffisamment dégagées pour la charge de la preuve	333
§1. Présomption d'innocence et charge de la preuve de la condition préalable	334
A. Un principe régissant la charge de la preuve de la condition préalable	335
1. La partie supportant le fardeau de la preuve.....	335
2. La condition préalable composante du fardeau de la preuve	337
B. Le renversement légal de la charge de la preuve de la condition préalable	338
1. La condition préalable, objet de présomptions légales.....	339
2. La condition préalable, objet d'une exception préjudicielle	341

§2. Présomptions de culpabilité et charge de la preuve de la condition préalable	342
A. Un renversement jurisprudentiel de la charge de la preuve de la condition préalable.....	343
B. Un renversement discutabile de la charge de la preuve de la condition préalable	344
1. Le particularisme du moyen de défense tiré de l'absence de condition préalable	345
2. L'impuissance des arguments doctrinaux pour justifier ce renversement de la charge de la preuve.....	345
a) L'inapplicabilité au procès pénal des règles civiles régissant la charge de la preuve	346
b) Une nécessaire distinction entre charge de la preuve et mode de preuve.....	348
Section 2 : Des conséquences positives abusivement dégagées pour l'autorité de la chose jugée	350
§1. Le constat de l'autorité de la chose jugée au pénal sur la condition préalable	351
A. La prise en compte de la condition préalable dans la définition doctrinale du domaine de l'autorité de la chose jugée	351
1. La notion d'autorité de la chose jugée.....	351
2. Les effets de l'autorité de la chose jugée au pénal	353
a) L'absence d'autorité de la chose jugée sur la condition préalable au pénal sur le pénal.....	353
b) L'existence de l'autorité de la chose jugée sur la condition préalable au pénal sur le civil	357
B. La prise en compte de la condition préalable dans les applications jurisprudentielles de l'autorité de la chose jugée	358
1. L'autorité devant le juge civil de la qualification pénale de la condition préalable.....	358
a) Les conditions de l'autorité au civil de la qualification pénale de la condition préalable.....	358
α) Les conditions relatives à la décision pénale	358
β) Les conditions relatives à l'action civile	360
b) Les illustrations de l'autorité au civil de la qualification pénale de la condition préalable.....	361
2. L'autorité devant le juge administratif des constatations matérielles relatives à la condition préalable.....	363
a) Les conditions de l'autorité des constatations matérielles relatives à la condition préalable	363
α) Les conditions relatives à la décision pénale	363
β) Les conditions relatives à l'action devant le juge administratif	364
b) Les illustrations de l'autorité des constatations matérielles relatives à la condition préalable	365
§2. La remise en cause de l'autorité de la chose jugée sur la condition préalable	367

A.	Les motifs de la remise en cause de l'autorité de la chose jugée au pénal sur la condition préalable	367
1.	L'absence de fondement juridique de cette autorité	367
a)	Un fondement textuel incertain	368
b)	Un fondement juridique introuvable	371
2.	Les conséquences néfastes de cette autorité	374
a)	La méconnaissance des règles de compétence	374
b)	La méconnaissance du droit des tiers à un procès équitable	377
B.	L'étendue de la remise en cause de l'autorité de la chose jugée au pénal sur la condition préalable	378
1.	L'exclusion des qualifications juridiques relatives à la condition préalable	379
2.	L'exclusion des constatations matérielles relatives à la condition préalable	380
	Conclusion du Titre 1 de la seconde partie	381
	TITRE 2 : Les conséquences négatives de l'appartenance de la condition pénale	383
	Chapitre 1 - Les conséquences sur le domaine temporel de la qualification de la condition préalable	385
	Section 1 : L'inefficacité de la rétroactivité des modifications extra-pénales affectant la condition préalable	385
	§1. L'inefficacité de la rétroactivité pour les conditions préalables de droit privé	388
	A. Une inefficacité résultant de la cristallisation de la qualification de la condition préalable	389
	1. La cristallisation de la qualification de la condition préalable lors du jugement	389
	a) L'inefficacité de la déclarativité sur la qualification de la condition préalable	389
	b) L'inefficacité de l'anéantissement rétroactif de la condition préalable	392
	α) La résolution du contrat-condition préalable	392
	β) La nullité de l'acte-condition préalable	393
	2. La cristallisation de la qualification de la condition préalable lors d'un pourvoi en révision	398
	a) La révision fondée sur l'absence de condition préalable au moment des faits	399
	b) L'exclusion de la révision en cas de disparition rétroactive de la condition préalable	400
	B. Une inefficacité conditionnée par l'apparence objective de condition préalable	405
	1. Les conditions d'existence de l'apparence objective d'une condition préalable	405
	a) L'apparence d'une condition préalable non-formaliste	406
	b) L'apparence d'une condition préalable formaliste	407
	2. Les conditions d'efficacité de l'apparence objective d'une condition préalable	409

a)	Le recours subsidiaire à l'apparence d'une condition préalable.....	409
b)	La réalité du bien juridique représenté par une condition préalable apparente	409
§2.	L'inefficacité de la rétroactivité pour les conditions préalables de droit public	411
A.	Une inefficacité résultant de la cristallisation de la qualification de la condition préalable	412
1.	L'inefficacité de la rétroactivité affectant l'acte administratif déterminant indirectement la condition préalable	412
a)	L'indifférence de la rétroactivité d'une régularisation	412
b)	L'indifférence de la rétroactivité d'une annulation	414
α)	L'inefficacité de principe de la rétroactivité d'une annulation	414
i)	L'inefficacité de la rétroactivité attachée à l'annulation	414
ii)	L'efficacité de l'annulation à compter de son prononcé	416
β)	L'efficacité exceptionnelle de la rétroactivité d'une annulation en cas de fraude	419
2.	L'inefficacité de la rétroactivité affectant l'acte administratif déterminant directement la condition préalable.....	420
a)	L'acte administratif-condition préalable.....	420
α)	Des solutions classiques	420
β)	Des solutions abandonnées.....	422
b)	L'acte administratif conférant une qualité-condition préalable.....	423
α)	L'inefficacité de la rétroactivité de l'annulation de l'acte de nomination	423
i)	L'inefficacité comme principe	423
ii)	L'apparence comme limite	424
β)	L'inefficacité de la rétroactivité de l'annulation de l'acte d'incorporation	424
B.	Une inefficacité paradoxale en apparence.....	425
1.	Une inefficacité limitée aux seuls actes administratifs déterminant une condition préalable.....	426
2.	Le paradoxe passé résultant de l'efficacité de l'exception d'illégalité portant sur une condition préalable	427
a)	L'illégalité d'un acte administratif soulevée par voie d'action ou d'exception : un régime différent	427
b)	L'illégalité d'un acte administratif déclarée par voie d'action ou d'exception : des effets différents abandonnés.....	428
α)	Des solutions paradoxales justifiées.....	429
β)	Des solutions opportunément abandonnées	430
Section 2 :	L'inapplicabilité de la rétroactivité <i>in mitius</i> aux normes extra-pénales définissant la condition préalable.....	434
§1.	Une problématique liée à l'application dans le temps des lois de circonstances	436

A.	Une jurisprudence en apparence peu compréhensible.....	436
B.	Une doctrine en recherche de solutions.....	439
1.	Les propositions doctrinales d'une solution unique	440
2.	Les propositions doctrinales de solutions différenciées	441
a)	Les distinctions fondées sur la volonté du législateur	441
b)	La distinction fondée sur la nature pénale ou extra-pénale de la norme.....	442
§2.	Une jurisprudence conforme aux principes du droit pénal transitoire.....	444
A.	L'application justifiée de la rétroactivité <i>in mitius</i> à la norme pénale et à la base légale	444
1.	La rétroactivité des modifications favorables de la norme pénale.....	444
2.	La rétroactivité des modifications favorables de la base légale.....	445
B.	L'inapplication justifiée de la rétroactivité <i>in mitius</i> aux lois définissant la condition préalable	448
1.	La justification théorique de l'exclusion de la rétroactivité <i>in mitius</i>	448
2.	Les illustrations jurisprudentielles de l'exclusion de la rétroactivité <i>in mitius</i>	451
a)	L'exclusion de principe de la rétroactivité <i>in mitius</i>	451
b)	L'application exceptionnelle de la rétroactivité <i>in mitius</i> ...454	
α)	La rétroactivité de la modification favorable de l'incrimination de l'infraction-condition préalable	454
β)	La rétroactivité de la neutralisation de la norme pénale par une norme communautaire incompatible	455
Chapitre 2 -	Les conséquences sur le domaine spatial de la qualification de la condition préalable	461
Section 1 :	L'inefficacité de principe des règles extra-pénales régissant le domaine de la norme pénalement sanctionnée	465
§1.	L'indifférence de la loi étrangère sur la qualification pénale de la condition préalable	466
A.	Une autonomie incontestable de la qualification pénale	466
B.	Une autonomie contestable de la qualification pénale	469
1.	Le fondement des solutions autonomistes réellement contestables.....	469
2.	Le domaine limité des solutions autonomistes réellement contestables.....	471
a)	Le principe de la personnalité active, source d'une autonomie contestable limitée	471
b)	Le principe de la personnalité passive, source d'une autonomie contestable limitée	473
§2.	L'indifférence de la loi française sur la qualification pénale de la condition préalable	476
Section 2 :	L'efficacité exceptionnelle des règles extra-pénales régissant le domaine de la norme pénalement sanctionnée	479
§1.	Le domaine des exceptions à l'autonomie spatiale fondées sur la condition préalable	479

§2. Les effets des exceptions à l'autonomie spatiale fondées sur la condition préalable	481
A. La qualification pénale neutralisée	481
1. Les causes générales de la neutralisation de la qualification pénale	481
2. Les causes spéciales de neutralisation de la qualification pénale	482
B. La qualification pénale conditionnée	484
1. La qualification pénale conditionnée par le droit étranger régissant la condition préalable	484
2. La qualification pénale conditionnée par une norme communautaire régissant la condition préalable	487
Conclusion du Titre 2 de la seconde partie	492
Conclusion de la seconde partie	495
Conclusion générale	497
Bibliographie	501
Index alphabétique des matières	583
Table analytique des matières	591